

déjeuner le matin. Pourrais-je appuyer un gouvernement qui ne fait pas plus que cela pour remédier à cette situation?

J'ai été bouleversé le 15 février dernier lorsque l'honorable député d'Halifax (M. McCleave) a proposé l'ajournement du débat sur la motion dont la Chambre était alors saisie et qui avait trait à quelque disposition tendant à assurer des droits réciproques aux gens de circonscriptions comme la mienne. Cela m'a bouleversé de voir qu'il a utilisé comme prétexte pour proposer l'ajournement du débat une tempête de neige qui s'était abattue 10 jours auparavant, alors que, de fait, cette neige était presque toute fondue. Avant de quitter la Chambre le soir du débat pour aller assister à une réunion d'étude sur les problèmes des Maritimes, on m'avait assuré que le débat sur la motion ne serait pas renvoyé à plus tard.

Par conséquent, je n'étais pas ici pour répondre à certaines des déclarations ridicules et irréfléchies formulées par l'honorable député et qui ont embrouillé et lésé les droits des travailleurs de l'Est canadien. Cet honorable député d'Halifax ferait bien de se mettre à l'œuvre et de faire davantage pour les chômeurs de sa propre circonscription, au lieu de nuire aux autres députés qui veulent pousser le gouvernement à faire son devoir en soulageant les souffrances et la misère de centaines de familles dont le chef est sans travail et qui, à cause de l'inertie et des cabrioles du ministère du Travail, ne touchent pas les prestations d'assurance-chômage auxquelles ils ont droit. Je ne m'en prends pas au ministre du Travail. Je pense qu'il est l'un des meilleurs ministres du Travail que le pays ait jamais eus. Je parle du gouvernement.

L'honorable député d'Halifax savait très bien que j'avais parlé au ministre par téléphone, quelque dix jours auparavant, lui disant que je pourrais aller dans le Maine pour voir ce qu'on pouvait faire. Naturellement, il m'a très justement déclaré que je ne pourrais à cette fin recevoir un mandat officiel du gouvernement. On m'a refusé le mandat officiel pour aller là-bas, comme on l'avait refusé à l'époque où j'étais dans l'opposition. Le député d'Halifax savait bien que sans avoir été officiellement autorisé à conclure une entente au nom du gouvernement,—autorisation qui semble être accordée assez facilement à certains spécialistes libéraux qui se trouvent encore au ministère du Travail,—il me serait impossible de négocier l'accord nécessaire. Quand j'ai dit qu'un appel téléphonique de la part du ministre suffirait peut-être pour obtenir cet accord, il m'a demandé pourquoi je ne téléphonais pas moi-même. Or, il savait, sans aucun doute, que j'avais passé un coup de téléphone au

gouverneur du Maine à 3 heures 30 cet après-midi-là, et qu'on m'avait informé que ce qu'il fallait, c'était qu'une délégation officielle, revêtue de l'autorité officielle qu'on m'avait refusée, se rende à Augusta, dans le Maine, afin d'y conclure une entente qui bénéficierait à plus de 1,000 familles de ma circonscription.

L'offre que j'ai faite il y a quatre ans, et que je réitère maintenant, était la suivante: Tout ce que je demande, c'est le statut officiel nécessaire pour pouvoir conclure un accord, et si j'échoue, je donne ma démission. Ce n'est pas plus compliqué que cela. Si l'on ne fait rien, je donnerai ma démission, de toute façon. On nous chassera tous aux prochaines élections, si le gouvernement ne se décide pas à agir, parce que la population de ma circonscription ne tolérera pas plus longtemps pareil chômage. Par conséquent, je répète qu'au lieu d'essayer d'entraver et de minimiser les efforts des députés qui viennent ici pour travailler en faveur de leurs commettants, l'honorable député d'Halifax (M. McCleave) devrait commencer par s'occuper de ses propres affaires. Je suis sûr qu'il trouvera suffisamment à faire là-bas, sans gâter les choses pour les gens de ma circonscription et d'autres circonscriptions qui se trouvent dans de très graves embarras.

Monsieur le président, je ne vais pas entrer dans tous les détails de ce que l'honorable député d'Essex-Est a signalé ce matin. Je répète ce que j'ai déjà dit. Je suis convaincu, absolument convaincu, qu'on peut faire beaucoup plus, qu'on peut prendre des dispositions très simples qui ne coûteraient rien au gouvernement. On pourrait, par exemple, adopter le programme d'habitation des États-Unis. N'oublions pas que les États-Unis réalisent des millions de dollars avec leur programme d'habitation. Beaucoup plus que nous, et pourtant nous réalisons des bénéfices très appréciables. Sauf erreur, nous faisons de 3 à 4 millions de dollars par an, bien que je ne dispose pas des chiffres les plus récents. Nous pourrions adopter un programme, notamment dans ma circonscription, qui obligerait les entrepreneurs à faire leurs travaux en hiver. Un tel programme aurait pour résultat, dès maintenant, d'assurer du travail à environ 2,000 personnes. J'en suis sûr.

Il ne m'est pas nécessaire de justifier la demande que je fais en faveur de maisons d'habitation. Les gens se lamentent pour en trouver. Il faut voir les masures où ils sont obligés de vivre. Pourrais-je, en toute conscience, faire moins que m'exprimer comme je le fais en ce moment? Je sais que mes paroles ne sont guère appréciées de certains. D'ailleurs, elles ne visent pas à